

19 mai 2011

**Déclaration de S.E. M. Joseph Deiss,  
Président de la 65ème Session de l'Assemblée Générale,  
à l'occasion du débat thématique informel sur les migrations  
internationales et le développement**

Monsieur le Secrétaire général,  
Monsieur le Représentant spécial du Secrétaire général,  
Excellences, Mesdames et Messieurs,

C'est un plaisir de vous souhaiter la bienvenue à ce débat thématique, le premier que l'Assemblée générale consacre à la question des migrations internationales et du développement.

Je suis heureux que nous ayons aujourd'hui un échange de vues et d'expériences entre experts, décideurs politiques et représentants des migrants et de leurs familles sur ce thème d'une grande actualité et je souhaite que, par l'orientation concrète de notre débat, nous contribuions utilement à la préparation du Dialogue de haut niveau sur les migrations internationales et le développement, qui se tiendra à l'Assemblée générale en 2013.

Notre monde globalisé devient toujours plus interdépendant et les migrations internationales sont, avec les mouvements de capitaux, de biens et de services, un élément moteur de cette intégration accrue. Estimé à 214 millions en 2010, le nombre des migrants internationaux est en augmentation constante et la crise économique et financière n'a pas renversé cette tendance. Il est essentiel, à quatre ans de l'échéance de 2015 pour la réalisation des Objectifs du millénaire pour le développement, de faire en sorte que les migrations soient une force positive pour le développement et qu'elles bénéficient aux diverses parties prenantes, les migrants bien sûr, mais aussi leurs pays d'origine et leurs pays de destination.

A cet égard, depuis le premier Dialogue de haut niveau qui s'est tenu en 2006 et l'appel au renforcement de la coopération internationale pour maximiser les effets positifs des migrations, plusieurs avancées notables sont à souligner. Par exemple :

La collaboration entre pays d'origine et pays de destination s'est améliorée à bien des égards, notamment au niveau régional. Des processus consultatifs et de dialogue ont été mis en place, des zones de libre circulation des personnes ont été établies.

Divers fonds, facilités et programmes multilatéraux ont été créés pour encourager le potentiel de développement des migrations internationales. Un total de 240 millions de dollars y ont été alloués, témoignant de l'engagement croissant des pays donateurs pour la question des migrations dans le cadre du développement.

Nombre de pays d'émigration ont renforcé les liens avec leurs populations à l'étranger pour assurer que leurs droits soient respectés, mais aussi pour les engager plus activement dans le

développement de leurs communautés d'origine. Des programmes ont été mis sur pied pour promouvoir le retour au pays des migrants qualifiés afin de bénéficier de leur expertise. Sur certains corridors, les coûts des envois de fonds par les migrants dans leur pays d'origine ont baissé, avec un impact positif sur le revenu des migrants et de leurs familles, une meilleure alimentation, un meilleur accès aux services de santé et d'éducation. Ces évolutions réjouissantes ont été, dans une certaine mesure, facilitées par les activités du Forum mondial sur la migration et le développement, mis sur pied suite au Dialogue de haut niveau de 2006. Le travail ne s'arrête pas là. Nous devons continuer à mettre en œuvre les recommandations du Forum. Nous devons intensifier notre effort pour apporter des réponses équilibrées, cohérentes et globales à la question des migrations internationales pour en maximiser les retombées positives.

Cela implique de relever de nombreux défis. Les effets de la crise économique et financière mondiale se font encore sentir dans de nombreux pays. Le chômage et l'insécurité économique touchent particulièrement les migrants, mais ils créent aussi un climat d'anxiété et de repli sur soi, et parfois des dérives xénophobes dans les pays de destination, qui ont un impact négatif sur les mouvements migratoires. Il faut tenir compte des capacités d'absorption, des limites sociales et économiques à des afflux trop massifs dans les pays de destination. Mais nous devons nous garder d'adopter des politiques protectionnistes et isolationnistes, l'histoire nous en a démontré le coût. Nous devons veiller à garantir les droits des migrants et leur assurer des conditions de travail et de vie décentes.

Excellences,

Mesdames et Messieurs,

Je suis confiant que les deux tables rondes de notre débat d'aujourd'hui, par le choix des thèmes et la grande qualité des intervenants, vont permettre d'apporter des orientations concrètes pour renforcer la contribution des migrations au développement économique.

Au cours de la première table ronde, consacrée précisément à la contribution des migrants au développement, il s'agira de voir quelles sont les politiques les mieux adaptées pour maximiser les bénéfices des migrations et faciliter les envois de fonds des migrants, leur accès aux services de santé et d'éducation notamment. Il s'agira aussi de voir comment la coopération entre les autorités et les syndicats, les employeurs et d'autres acteurs de la société civile contribue au respect des droits des migrants et à leur pleine participation à la vie sociale et économique des pays de destination.

L'amélioration de la coopération internationale en matière de migrations et de développement sera au cœur de la deuxième table ronde. Ce sera l'occasion d'échanger expériences et bonnes pratiques, notamment sur des questions concrètes comme la protection des droits des migrants ou encore la reconnaissance des qualifications.

Je vous invite tous à faire part de vos commentaires, observations et expériences, de manière concise et pratique. Je rappelle que les délégations qui le souhaitent ont la possibilité de faire publier leurs déclarations, in extenso, sur le site internet de la Présidence.

A l'issue cette journée, je formulerai un certain nombre de conclusions, qui seront disponibles sur notre site internet et serviront de document de référence.

Je vous remercie de votre attention.

J'ai le plaisir maintenant de donner la parole au Secrétaire général, son Excellence Ban Ki-moon.